

LE DEVOIR

L'heure de vérité a sonné pour le patrimoine religieux



Photo: Adil Boukind Le Devoir L'ancien couvent de la congrégation des Soeurs des Saints Noms de Jésus et de Marie, dans le Vieux-Longueuil

Dominique Laperle

L'auteur est historien et professeur associé au département des sciences des religions de l'UQAM. Il signe cette lettre avec l'appui de plus de 25 collègues de plusieurs horizons.*

Publié à 0h00 **Idées**

Idées

Encore une fois, le glas résonne dans nos villes et villages. À Labelle, le plus ancien couvent des Laurentides, érigé en 1905, est menacé de démolition (https://www.ledevoir.com/societe/transport-urbanisme/886033/plus-vieux-couvent-laurentides-menace-demolition?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte). Un pan entier de notre mémoire

collective vacille sous le poids d'un devis de 13 millions de dollars, chiffre contesté par des experts en patrimoine. À Sutton, le litige entourant le couvent et l'organisme La Passerelle révèle des tensions profondes sur les usages et la vocation de ces lieux chargés d'histoire. Et pourtant, à Baie-Saint-Paul, l'ancienne maison mère des Petites Franciscaines de Marie renaît, preuve vivante qu'il est possible de requalifier, de réinventer sans effacer.

Mais combien de fois faudra-t-il tirer la sonnette d'alarme avant que les décideurs entendent ? Combien de couvents, d'églises, de presbytères devront tomber sous le pic des démolisseurs avant que l'on comprenne que ces lieux ne sont pas de simples bâtiments, mais des témoins de notre identité ?

[La mairesse de Longueuil, Catherine Fournier](https://www.ledevoir.com/motcle/catherine-fournier?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte) (https://www.ledevoir.com/motcle/catherine-fournier?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte), le disait sans détour le 4 juin dernier au journaliste Patrice Roy de Radio-Canada, à propos du projet entourant l'ancienne maison mère des Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie : « Pour l'acquérir, on a un prix très raisonnable de 9 millions de dollars, mais en raison des normes de la Régie du bâtiment du Québec [...], ça va coûter environ 50 millions de dollars [pour la reconvertir]. [...] Ou est-ce que cela va arrêter ? » disait-elle, en réfléchissant sur la capacité de payer des villes.

Et elle a raison. Tous les gouvernements doivent réfléchir... Mais en attendant, ce n'est pas une raison pour que tous baissent les bras et attendent passivement. C'est un appel à l'intelligence collective, à la créativité, à la mobilisation.

Historiens, archivistes, étudiantes et étudiants, citoyens et citoyennes, je vous le déclare : il est temps de sortir des bibliothèques et des colloques pour investir l'espace public. Il faut interpeller les gouvernements plus vertement encore. Brigitte Caulier et Mélanie Lanouette, comme têtes dirigeantes de l'Institut d'histoire de l'Amérique française et de la Société canadienne d'histoire de l'Église catholique, l'avaient fait à l'occasion de la crise liée aux biens des Sulpiciens en 2020, mais nous devons reprendre la plume et proposer des politiques de conservation souples, adaptées, durables.

Il faut exiger une réforme de la Loi sur le patrimoine culturel, qui, comme le montre le cas de Labelle, est pleine de trous et d'échappatoires. Il faut aussi repenser l'usage de ces lieux : pourquoi ne pas y installer des logements sociaux si recherchés (ce qui semble se profiler aux dernières nouvelles pour l'Institut des sourdes-muettes de Montréal), des centres communautaires, des incubateurs culturels ? Le patrimoine ne doit pas être figé dans le formol, mais vivant, utile, habité. L'UNESCO, à travers son Initiative sur le patrimoine d'intérêt religieux, promeut une vision intégrée de la conservation du sacré.

Elle insiste sur trois piliers. La continuité d'usage, pour favoriser des utilisations compatibles avec la mémoire spirituelle des lieux. La protection de l'authenticité, pour éviter les restaurations qui dénaturent. Le dialogue interculturel, pour reconnaître la diversité des traditions religieuses comme un levier de paix.

Cette approche est particulièrement pertinente pour les sites multiconfessionnels ou dans des contextes de pluralisme religieux comme Montréal. L'avenir du patrimoine religieux ne se joue pas seulement dans les conseils municipaux ou les ministères. Il se joue dans notre capacité à dire non à l'oubli, à dire oui à la mémoire, à l'innovation, à la transmission.

Il est impératif que les jeunes, notamment les étudiants en histoire, en enseignement ou en sciences des religions, prennent le flambeau de la sauvegarde du patrimoine religieux, non pas par nostalgie, mais par conscience historique. L'argument selon lequel la méconnaissance du catholicisme ou des autres traditions religieuses ou leur éloignement de la sphère religieuse les disqualifiaient est non seulement infondé, mais dangereux.

On ne demande pas aux jeunes de croire, mais de comprendre. Comprendre que ces lieux racontent une histoire collective, qu'ils sont les témoins d'un passé qui a façonné nos paysages, nos institutions, nos valeurs. Préserver un couvent ou une église, ce n'est pas faire acte de foi, c'est faire acte de mémoire. Et c'est précisément parce que les jeunes sont porteurs d'un regard neuf, critique et créatif qu'ils sont les mieux placés pour imaginer de nouveaux usages, de nouvelles vocations pour ces lieux anciens.

Et n'oublions pas qu'une grande partie de ce patrimoine est aussi, et peut-être surtout, un matrimoine. Plusieurs de ces maisons mères, de ces chapelles, de ces couvents ont été bâtis, habités, animés par des femmes. Des femmes éducatrices, soignantes, bâtieuses de communautés. Trop souvent reléguées aux marges de l'histoire officielle, elles ont pourtant laissé une empreinte profonde dans nos paysages et nos mémoires. Sauver ces lieux, c'est aussi rendre justice à leur œuvre, à leur courage, à leur vision du monde. C'est reconnaître que l'histoire du Québec ne s'est pas écrite qu'au masculin.

Car détruire un couvent, c'est plus que perdre un bâtiment. C'est perdre un récit. Et un peuple sans récit est un peuple sans avenir.

* *Les personnes suivantes ont cosigné cette lettre : Claude Auger, historien, professeur retraité en histoire de l'Église, Collège universitaire dominicain d'Ottawa ; Catherine Barnwell, candidate au doctorat, Département des sciences historiques, Université Laval ; Éric Bédard, historien, professeur, membre de l'Académie des lettres du Québec, Université TELUQ ; Louise Bienvenue, historienne, professeure titulaire, Université de Sherbrooke ; David Bureau, archiviste, Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal ; Brigitte Campeau, muséologue, Gestion Providentia ; Caroline Champagne, historienne, directrice générale, Musée des Ursulines de Trois-Rivières ; Myriam D'Arcy, directrice générale de la Fondation Lionel-Groulx ; Fannie Dionne, historienne et archiviste, Archives des Jésuites au Canada ; Paul-André Dubois, historien, professeur, directeur du Département des sciences historiques, Université Laval ; Mireille Estivalèzes, professeure, Faculté des sciences de l'éducation, Université de Montréal ; Lucia Ferretti, historienne, professeure émérite, UQTR ; Catherine Foisy, professeure titulaire, Département de sciences des religions, UQAM ; Cassandra Fortin, directrice archiviste, Centre d'archives Mgr-Antoine-Racine ; René Hardy, historien, professeur émérite, UQTR ; Robert Laplante, directeur, L'Action nationale ; Catherine Larochelle, historienne, professeure agrégée, Université de Montréal ; Mylène Laurendeau, directrice, service des archives et des collections des Sœurs de la Charité de Montréal « Sœurs grises » ; Geneviève Noël, archiviste responsable du Service central des archives des Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie ; Martin Pâquet, historien, professeur titulaire, Département des sciences historiques, Université Laval ; Jean Roy, historien retraité de l'UQTR ; Fabrizio Vecoli, historien, professeur titulaire, Institut d'études religieuses, Université de Montréal ; Céline Widmer, directrice des collections, FAR du Grand Montréal ; Marc André Éthier, didacticien, professeur titulaire, Faculté des sciences de l'éducation, Université de Montréal ; Mathieu T. Martin, doctorant en histoire, UQAM.*

Ce texte fait partie de notre section Opinion, qui favorise une pluralité des voix et des idées en accueillant autant les analyses et commentaires de ses lecteurs que ceux de penseurs et experts d'ici et d'ailleurs. Envie d'y prendre part? Soumettez votre texte à l'adresse opinion@ledevoir.com (mailto:opinion@ledevoir.com?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte). Juste envie d'en lire plus? Abonnez-vous à notre Courrier des idées (https://www.ledevoir.com/infolettres?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte).